

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/CAN/15

8 novembre 1999

(99-4814)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions complémentaires des ÉTATS-UNIS concernant la nouvelle notification complète du CANADA¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 novembre 1999.

Dans le texte introductif de sa réponse aux questions écrites des États-Unis concernant la nouvelle notification complète du Canada pour 1998, celui-ci déclare que "les provinces n'ont signalé aucun programme qui remplisse les critères obligeant le gouvernement fédéral à le notifier" et que "les provinces concernées ... présente[nt] les renseignements suivants dans un souci de transparence".

Les États-Unis remercient le Canada d'avoir communiqué des renseignements concernant certains programmes des provinces canadiennes et comprennent qu'il n'est pas toujours possible d'indiquer avec précision ou de manière définitive dans quelle mesure un programme particulier répond aux critères applicables en matière de notification. Toutefois, le passage cité plus haut nous semble prêter quelque peu à confusion; c'est pourquoi nous demandons au Canada de répondre aux deux questions suivantes afin de clarifier sa réponse.

1. Le Canada admet-il que les mesures, programmes ou pratiques des gouvernements provinciaux répondant à la définition de "subvention", telle qu'elle est énoncée à l'article 1.1 de l'Accord, et qui sont spécifiques au sens de l'article 2, tombent sous le coup des dispositions de l'article 25 de l'Accord en matière de notification?
2. Dans l'affirmative, sans préjuger du statut juridique de ces mesures, de leurs effets au sens de l'Accord, ni de la nature des mesures elles-mêmes (voir l'article 25.7), le Canada pourrait-il formuler des observations sur le rapport qui existe entre chacune des mesures d'aide au sujet desquelles il a fourni des renseignements dans sa réponse et les critères énoncés à l'article 25.2 en matière de notification, c'est-à-dire eu égard à la définition de "subvention" dans l'Accord et aux critères servant à déterminer la spécificité?

¹ G/SCM/N/38/CAN et G/SCM/Q2/CAN/12.